Le **novlangue** est la langue officielle employée en Océania, l'un des pays du **1984** de George Orwel

.

Dans le livre original, le **novlangue** a pour objectif de limiter l'expression des idées subversives - et donc à lutter contre toute pensée critique - vis à vis de l'Etat où vit le héros (et dont BIG BROTHER est le symbole).

L'expression est passée dans la langue courante et désigne généralement les altérations du language à visée politique ou propagandiste (employée en politique ou dans la publicité, entre autres).

Par exemple, on peut s'en servir pour édulcorer certaines expressions ("aveugle" remplacé par "non-voyant"). L'effet souhaité est d'atténuer l'impact de la réalité en l'enfouissant derrière une couche plus ou moins épaisse - et plus ou moins visible - de maquillage. Ce procédé est parfois employé avec un alibi de "pudeur", mais il ne change évidemment rien de la réalité qui se cache derrière le maquillage. Un autre but de l'utilisation de la **novlangue** est de se débarrasser des connotations d'un mot, en lui substituant un mot non connoté (l'exemple le plus connu est l'évolution des termes désignant les humains de couleur noire : nègre > noir > black - le mot nègre n'étant au départ pas connoté en soi). L'emploi de
novlangue
est un exemple extrêmement courant de manipulation (quelle qu'en soit la fin). Contrairement à ce que l'on pourrait penser c'est bien souvent très efficace, comme l'a illustré Orwell.

Dans la communication politique et marketing actuels, le **novlangue** est souvent employée pour renommer certaines notions antipathiques, complexe ou technique avec des mots au sens flou mais à conotation agréable et les rendre plus sympathiques ("Gold" pour parler d' "efficacité économique"), pour légitimer certaines décisions en les faisant passer pour inévitables ou simplement pour dire le contraire de ce qu'elles recouvrent. Pour prendre un exemple, la "modernisation des services publics" consiste généralement à supprimer des emplois - ce qui, au delà d'un certain nombre, ne conduit pas à augmenter la productivité mais bien à asphixier le service public concerné, dont les missions sont maintenues voir augmentées, fixer des objectifs chiffrés absurdes (ministère de l'intérieur) ou sans humanité (ministère de l'immigration) et in-fine privatiser des biens publics - c'est-à-dire des entités et des infrastructures que le citoyen a intégralement payés avec ses impôts (autoroutes, EdF, GdF, France Télécom...

) - à bas coût.